



SIONS PARLEMENTAIRES COMPETENTES APPUIENT EN LIGNE GENERALE LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION.

## 1.2. QUESTIONS BUDGETAIRES

LA COMMISSION S EST PREOCCUPEE DIMANCHE A VAL DUCHESSE DES PROBLEMES BUDGETAIRES QUE POSE L AACHEVEMENT DE L'EXERCICE 1983 ET LES MESURES A PRENDRE EN VUE DE L'EXECUTION DU BUDGET 1984. POUR 1983, IL EST ESPERE QU'IL POURRA ETRE ASSURE DANS DES CONDITIONS NORMALES MAIS L EVOLUTION DES DEPENSES DEVRA ETRE SUIVIE DE TRES PRES POUR PERMETTRE A LA COMMISSION D INTERVENIR DES QUE NECES-

SAIRE. ELLE FERA LE POINT LA SEMAINE PROCHAINE DES PRIORITES A RESPECTER ET DES MESURES EVENTUELLES D'ANNULATION OU DE REPORT DE CREDITS.

POUR 1984, UN CONTROLE PARTICULIEREMENT RIGOREUX DEVRA ETRE EXERCICE SUR TOUTES LES CATEGORIES DE DEPENSES ET TOUTES LES DECISIONS GENERATRICES DE DEPENSES. ELLE ARRETERA A CET EFFET DES DIRECTIVES AVANT L OUVERTURE DE L EXERCICE.

DE SON COTE, LE COREPER PREPARE LES DEBATS DU CONSEIL L' 'BUDGET' - DU 22 NOVEMBRE QUI ARRETERA SON ATTITUDE A L EGARD DU PROJET ADOPTE PAR LE PARLEMENT EN PREMIERE LECTURE. (LA PLEINE UTILISATION DE LA MARGE DE MANOEUVRE A LAQUELLE A RECOURU LE PARLEMENT, QUI NE VA CEPENDANT PAS AU-DELA DE LA LIMITE TELLE QU ELLE EST ACTUELLEMENT PREVUE, AGGRAVE EVIDEMMENT LE RISQUE D UNE INSUFFISANCE DES RESSOURCES PROPRES DISPONIBLES).

## 2. AFFAIRES INTERIEURES

### 2.1. CONSEIL DEVELOPPEMENT

#### A) STRATEGIES ALIMENTAIRES

LE CONSEIL A FAIT LE POINT DES PROGRES REALISES DANS LA MISE EN OEUVRE DES STRATEGIES ALIMENTAIRES DES QUATRE PAYS CONCERNES (MALI, KENYA, RWANDA, ZAMBIE) AINSI QUE DES CONVERSATIONS EXPLORATOIRES QUE LA COMMISSION POURSUIT AVEC LA TANZANIE.

IL A CONSTATE QUE L'ON POUVAIT S'ATTENDRE, DANS UN PROCHE AVENIR, A DES RESULTATS CONCRETS ET A DONNE SON ACCORD POUR LA POURSUITE DES CONTACTS ENTRE LA COMMISSION ET D'AUTRES PAYS EN DEVELOPPEMENT INTERESSES PAR CE TYPE D' ACTIONS.

LE CONSEIL A INVITE LA COMMISSION A POURSUIVRE SON ACTION, EN COORDINATION ETROITE AVEC LES ETATS MEMBRES, ET A NOTE QUE CELLE-CI PRESENTERA UN RAPPORT DE SYNTHESE DANS LES SIX MOIS A VENIR. LA COMMISSION PRESENTERA EN OUTRE INCESSAMMENT AU CONSEIL UNE PROPOSITION POUR LA MISE EN OEUVRE DES CREDITS AU TITRE DES ACTIONS

DE SUBSTITUTION A L AIDE ALIMENTAIRE ET LUI SOUMETTRA EN DECEMBRE LES PROPOSITIONS RELATIVES AUX DECISIONS A PRENDRE SUR LE PROGRAMME SPECIAL DE LUTTE CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE.

B) AIDE ALIMENTAIRE  
LE CONSEIL A ADOPTE UNE RESOLUTION QUI INSISTE EN PARTICULIER SUR  
L'INSERTION DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS UNE VERITABLE POLITIQUE  
DE DEVELOPPEMENT, SUR L'IMPORTANCE DES CRITERES - TANT QUANTITA-  
TIFS QUE QUALITATIFS - POUR CHAQUE DECISION D'OCTROI D'AIDES,  
SUR LA POSSIBILITE DE PREVOIR DES PROGRAMMES PLURI-ANNUELS ET SUR  
LA DIVERSIFICATION DES PRODUITS A FOURNIR DE MANIERE A ASSURER  
L'EFFICACITE DE CE TYPE D'AIDE.  
LA COMMISSION S'EST EGALEMENT ENGAGEE A PRESENTER UNE ETUDE SUR  
L'UTILITE, LES COUTS ET DES DIFFICULTES DE CHAQUE PRODUIT CONCER-  
NE.

C) PVD NON ASSOCIES  
LE CONSEIL A CONSTATE QU'UN CONSENSUS S'ETAIT DEGAGE SUR LES ORI-  
ENTATIONS A SUIVRE POUR LE PROGRAMME D'AIDE EN 1984 ET SE PRONON-  
CERA DEFINITIVEMENT SUR CE DOSSIER APRES AVIS DU PARLEMENT.

D) PROMOTION COMMERCIALE  
LE CONSEIL A ETE SAISI D'UN DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA COMMISSION  
SUR DES ORIENTATIONS EN MATIERE DE PROMOTION COMMERCIALE AVEC  
LES PVD. CETTE QUESTION SERA EXAMINEE LORS DE LA PROCHAINE SES-  
SION.

2.2. CONSEIL 'AGRICULTURE' (14/15 NOVEMBRE)  
-----

A) ACQUIS COMMUNAUTAIRE  
LE CONSEIL A FORMELLEMENT APPROUVE DEUX REGLEMENTS MODIFIANT L'  
ORGANISATION COMMUNE DANS LE SECTEUR DES FRUITS ET LEGUMES QUI  
ENTRERONT EN VIGUEUR DES QUE LA COMMUNAUTE AURA PRESENTE AU POR-  
TUGAL ET A L'ESPAGNE SA POSITION DE NEGOCIATION SUR CE SECTEUR.

B) HUILE D'OLIVE  
LE CONSEIL, APRES ETRE PARVENU A UN ARRANGEMENT SUR L'AIDE A LA  
CONSOMMATION (52,29 ECUS/100 KG) A FIXE LE PRIX DE SEUIL A  
193,25 ECUS POUR LA CAMPAGNE 83/84.

C) BEURRE NEO-ZELANDAIS  
LA DISCUSSION A REVELE UN ASSEZ LARGE CONSENSUS EN FAVEUR DU  
MAINTIEN D'UN REGIME SPECIAL D'IMPORTATION MAIS DES QUESTIONS  
RESTENT A RESOUDRE ET CERTAINES DELEGATIONS LIENT CE DOSSIER AVEC  
L'AMENAGEMENT DES ACCORDS D'AUTO-LIMITATION AVEC LA NOUVELLE-ZE-  
LANDE SUR LA VIANDE OVINE ET AVEC LA MODIFICATION DU REGIME DES  
PRODUITS LAITIERS DANS SON ENSEMBLE DANS LE CADRE DE L'EXERCICE  
D'ATHENES'. LE CONSEIL REPRENDRA SA DISCUSSION EN DECEMBRE EN  
VUE D'ABOUTIR A UNE SOLUTION.

D) VIANDE BOVINE  
LE CONSEIL A APPROUVE, LE PRINCIPE DE L'OUVERTURE D'UN CONTIN-  
GENT TARIFAIRE DE 50.000 T. DE VIANDE BOVINE CONGEELEE POUR 1984  
(CONTINGENT GATT). LA REPARTITION ENTRE LES ETATS MEMBRES DOIT  
ENCORE ETRE CONFIRMEE MAIS SERA SANS DOUTE LA MEME QU'EN 1982 ET  
1983.

E) RECHERCHE  
LE CONSEIL A MARQUE UN ACCORD DE PRINCIPE SUR UNE ENVELOPPE FI-  
NANCIERE DE 30 MIO ECUS POUR UNE SERIE DE PROGRAMMES DE RECHERCHE  
AGRICOLE A REALISER ENTRE 1984 ET 88.

LES AUTRES POINTS DE L'O.J. N'ONT FAIT L'OBJET QUE DE BREVES DIS-  
CUSSIONS ET SERONT REPRIS A LA PROCHAINE SESSION.

### 4 2.3. DISPOSITIF ANTI-CRISE ACIER

DEVANT LA GRAVITE DE LA SITUATION, LA COMMISSION, DONT L'OBJECTIF FONDAMENTAL RESTE D'ASSUMER SON ROLE EN VUE DE FAIRE ABOUTIR LES MESURES DE RESTRUCTURATION, A ETE AMENEES A PRENDRE OU ENVISAGER DES MESURES COMPLEMENTAIRES VISANT UN MEILLEUR CONTROLE DES ECHANGES INTERNES ET EXTERNES ET L'INTRODUCTION D'UN SYSTEME DE PRIX MINIMA POUR LES PRODUITS PLATS ET LES PROFILS LOURDS OU UNE CHUTE IMPORTANTE DES PRIX A ETE CONSTATEE. SANS UNE INTERVENTION RAPIDE, LE MANQUE DE RENTABILITE DES ENTREPRISES RISQUAIT DE REMETTRE EN CAUSE LE PLAN D'ASSAINISSEMENT DU SECTEUR D'ICI 1985.

UNE MEILLEURE ORGANISATION DU MARCHÉ SUPPOSE UNE CONNAISSANCE DES FLUX INTERNES. LE CERTIFICAT D'ACCOMPAGNEMENT QUI SERA INSTITUTE DEVRAIT PERMETTRE D'EVITER QUE LES COURANTS TRADITIONNELS D'ECHANGES ENTRE LES ETATS MEMBRES NE SOIENT MODIFIES.

LE DISPOSITIF ANTI-CRISE, QUI CREE UN EQUILIBRE FORCE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE AU MOYEN DE QUOTAS DE PRODUCTION, SERA AUSSI RENFORCE PAR LE RESPECT DES PRIX MINIMA : LA SANCTION DE TOUTE TRANSACTION EN-DESSOUS DE CES PRIX AINSI QUE L'INSTAURATION D'UN CAUTIONNEMENT QUI SERA RETENU AUSSI BIEN POUR LES SOUS-COTATIONS QUE POUR UNE SURPRODUCTION, DEVRAIENT PERMETTRE L'ACCELERATION DES PROCEDURES DE RECOUVREMENT DES AMENDES ET AVOIR UN EFFET DISSUASIF.

SUR LE PLAN EXTERNE, LA COMMISSION PROPOSE UNE GESTION PLUS RIGOREUSE DES 'ARRANGEMENTS' ET UN MEILLEUR CONTROLE DES PRODUITS DE SECOND CHOIX. LA COMMISSION INFORMERA LES PAYS TIERS DE L'INSTAURATION DES PRIX MINIMA ET DES OBLIGATIONS QUI EN DECoulent.

LA COMMISSION A ARRETE CETTE SEMAINE LES TAUX D'ABATTEMENT POUR LE

PREMIER TRIMESTRE 1984 QUI SE SITUENT SENSIBLEMENT DANS LA LIGNE DE CEU ACTUELLEMENT APPLIQUES.

### 2.4. AIDES A LA CONSTRUCTION NAVALE

LA COMMISSION VIENT DE DRESSER UN RAPPORT SUR LES AIDES D'ETAT AU COURS DU DEUXIEME SEMESTRE 1982.

QUATRE FAITS SONT MIS EN RELIEF :

- PERSISTANCE DE LA CRISE DANS CE SECTEUR
- PAUVRETE DES INVESTISSEMENTS
- IMPORTANCE DES AIDES DIRECTES A LA PRODUCTION DANS QUATRE ETATS MEMBRES
- DIFFICULTES D'OBTENIR UNE IMPRESSION GLOBALE DE L'IMPORTANCE ET DE L'EFFET DES AIDES EN L'ABSENCE DE CERTAINES DONNEES.

### 2.5. CHOMAGE DES FEMMES

LA COMMISSION A APPROUVE UN RAPPORT AU CONSEIL AUQUEL ELLE PROPOSE UN CERTAIN NOMBRE D'ORIENTATIONS SUR LES ACTIONS A ENTREPRENDRE POUR REDUIRE CE CHOMAGE, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DU RECRUTEMENT, DE LA REDUCTION ET DE LA REORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL, DU TRAVAIL A TEMPS PARTIEL, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'APPUI AUX INITIATIVES LOCALES, ETC. UN CERTAIN NOMBRE DE CES ACTIONS POURRONT ETRE SOUTENUES PAR LE FONDS SOCIAL.

### 3. ELARGISSEMENT

---

#### 3.1. ESPAGNE : CONFERENCE NIVEAU SUPPLEANTS (18 NOVEMBRE)

---

LA COMMUNAUTE A PRESENTE UNE DECLARATION SUR LA CECA. DE SON COTE LA DELEGATION ESPAGNOLE A PRESENTE DES DECLARATIONSSUR LES RELATIONS EXTERIEURES (PRODUITS INDUSTRIELS)ET SUR LES AFFAIRES SOCIALES.

#### 3.2. ETUDE DES CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT

---

LA COMMISSION A DONNE SON ACCORD POUR LA PUBLICATION D'UNE ETUDE SUR L'AVENIR DES RELATIONS ENTRE LES PARTENAIRES MEDITERRANEENS ET LA COMMUNAUTE. REALISEE PAR QUATRE EXPERTS INDEPENDANTS,ELLE RASSEMBLE DES ANALYSES ET DES DONNEES PARTICULIEREMENT UTILES ET PROPRES A DISSIPER CERTAINS MALENTENDUS SUR LE PROBLEME DES RELATIONS EURO-MEDITERRANEENNES ET A ECLAIRER DAVANTAGE LES INTERESSES SUR LA NATURE DES VERITABLES ENJEUX.

### 4. RELATIONS EXTERIEURES

---

#### 4.1. CHYPRE

---

DANS LE CADRE DE LA COOPERATION POLITIQUE, LES DIX ONT RENDU PUBLIC, LE 16 NOVEMBRE, LA DECLARATION SUIVANTE : "THE TEN MEMBER STATE OF THE EUROPEAN COMMUNITY ARE DEEPLY CONCERNED BY THE DECLARATION PURPORTING TO ESTABLISH A "TURKISH REPUBLIC OF NORTHERN CYPRUS" AS AN INDEPENDENT STATE. THEY REJECT THIS DECLARATION, WHICH IS IN DISREGARD OF SUCCESSIVE RESOLUTIONS OF THE UNITED NATIONS. THE TEN REITERATE THEIR UNCONDITIONAL SUPPORT FOR THE INDEPENDENCE, SOVEREIGNTY, TERRITORIAL INTEGRITY AND UNITY OF THE REPUBLIC OF CYPRUS. THEY CONTINUE TO REGARD THE GOVERNMENT OF PRESIDENT KYPRIANOU AS THE SOLE LEGITIMATE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CYPRUS. THEY CALL UPON ALL INTERESTED PARTIES NOT TO RECOGNIZE THIS ACT, WHICH CREATES A VERY SERIOUS SITUATION IN THE AREA".

(ATTENTION DIS, DE LEUR COTE, LA COMMISSION ET LE COREPER REFLECHISSENT AUX CONSEQUENCES QU'IL APPARTIENDRAIT AUX INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES DE TIRER DES EVENEMENTS A CHYPRE, FIN DIS).

#### 4.2. USA : ECHANGES AGRICOLES

---

##### A) CORN GLUTEN FEED

LE 11 NOVEMBRE, UNE REUNION TECHNIQUE S'EST TENUE ENTRE UNE DELEGATION AMERICAINE PRESIDEE PAR M. MANGUN (USDA) ET LES SERVICES DE LA COMMISSION : ON Y A EXAMINE LES ELEMENTS QUI SONT A LA BASE DE CE COMMERCE, L'INCIDENCE DE CE PRODUIT DANS L'ALIMENTATION ANIMALE ET PAR VOIE DE CONSEQUENCE DANS LA PRODUCTION DES PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE, AINSI QUE LES RAISONS QUI POURRAIENT FAIRE CROIRE A UN PHENOMENE DE SUBSTITUTION DE CEREALES PAR LE CORN GLUTEN FEED.

LE 16 NOVEMBRE, UNE DELEGATION AMERICAINE PRESIDEE PAR L'AMBASSADEUR SMITH (USTR) A RENCONTRE UNE DELEGATION COMMUNAUTAIRE PRESIDEE PAR M. VILLAIN POUR FAIRE LE POINT SUR LA MARGE D'ACCORD OU DE DESACCORD QUANT AUX IDEES PRESENTEES ET AFIN D'AMELIORER LE CODE DE SUBVENTIONS DU GATT POUR EVITER DES CONFLITS A L'AVENIR.

6 LES DEUX PARTIES ONT DECIDE DE POURSUIVRE L'EXERCICE SUR LA BASE DE DEUX HYPOTHESES DE TRAVAIL, SUGGEREES RESPECTIVEMENT PAR M. VILLAIN ET PAR M. SMITH. M. VILLAIN A TENU A RAPPELER QUE LA COMMUNAUTE NE POURRAIT ACCEPTER AUCUN ARRANGEMENT QUI EXCLUERAIT LA SOLUTION DU DIFFEREND PORTANT SUR LES PRODUITS AGRICOLES TRANSFORMES, MEME SI CES RESTITUTIONS NE SONT QUE L'EQUIVALENT DE CELLES ATTRIBUEES AUX MATIERES PREMIERES INCORPOREES.

#### B) VOLAILLES

LES DEUX DELEGATIONS ONT EGALEMENT EU UNE SEANCE DE TRAVAIL SUR LA PLAINTI QUE LES ETATS-UNIS ONT PRESENTEE AU GATT AU SUJET DE

L EXPORTATION SUBVENTIONNEE DE VOLAILLES DE LA COMMUNAUTE ET DU BRESIL.

LORSQUE LA QUESTION SERA DISCUTEE PAR LE COMITE DE SUBVENTION, LES ETATS-UNIS DEMANDERONT, EN ACCORD AVEC LA COMMUNAUTE, QUE LES TROIS PARTIES INTERESSEES PUISSENT SE REUNIR AFIN D APPROFONDIR LE DOSSIER ET RECHERCHER LES SOLUTIONS EN COMMUN. SI DES SOLUTIONS NE PEUVENT ETRE TROUVEES A CE STADE, LES ETATS-UNIS POURSUIVront ALORS LEUR PROCEDURE.

#### 4.3. JAPON

##### A) SYMPOSIUM

LE 3EME SYMPOSIUM CEE-JAPON, ORGANISE PAR LA COMMISSION ET PAR LE MINISTERE JAPONAIS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MITI), SE TIENT A TOKYO LES 17 ET 18 NOVEMBRE. CE SYMPOSIUM, QUI A POUR THEME L INVESTISSEMENT CROISE, DOIT PERMETTRE A 200 INDUSTRIELS ET BANQUIERS DES DEUX PARTIES D'ECHANGER LEURS IDEES SUR LES PERSPECTIVES DU DEVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS RECIPROQUES EN VUE DE RENFORCER LA COOPERATION ENTRE L'EUROPE ET LE JAPON. UN MESSAGE DU PRESIDENT THORN A ETE LU A L'OUVERTURE DU SYMPOSIUM.

LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON ET LE MINISTRE DU MITI PRONONCERONT LES DISCOURS DE CLOTURE.

M. WELLENSTEIN EST L'UN DES DEUX MODERATEURS DU COLLOQUE. SIX OPERATEURS EUROPEENS, PRESIDENTS D'ENTREPRISES OU DE BANQUES, DOIVENT PRONONCER LES DISCOURS INTRODUCTIFS AUX DEBATS.

##### B) RELATIONS BILATERALES

LA PRESENCE A TOKYO DU VICE-PRESIDENT DAVIGNON ET DE FONCTIONNAIRES DE BRUXELLES A PERMIS L'ORGANISATION D'UN CERTAIN NOMBRE DE REUNIONS AVEC LES AUTORITES JAPONAISES PORTANT NOTAMMENT SUR LA POLITIQUE COMMERCIALE, LA COOPERATION INDUSTRIELLE ET LA MODERATION DES EXPORTATIONS DE PRODUITS JAPONAIS VERS LA COMMUNAUTE EN 1984. IL SERA RENDU COMPTE DANS NOTRE PROCHAIN TELEX DES RESULTATS DE CES RENCONTRES.

#### 4.4. HONGRIE

LE PRESIDENT THORN S'EST RENDU LES 14 ET 15 NOVEMBRE A BUDAPEST OU IL A PRONONCE UN DISCOURS DEVANT LE 'DONAUEUROPAISCHES INSTITUT SUR LA CONTRIBUTION DE LA COMMUNAUTE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE MONDIAL EN 1984.

IL A EU UN ENTRETIEN AVEC LE VICE-PREMIER MINISTRE, M. JOSEPH MARJAI, QUI A PORTE EN PREMIER LIEU SUR LES RELATIONS BILATERALES. L ETAT DU DOSSIER EN VUE D'UN EVENTUEL ACCORD COMMERCIAL A ETE EVOQUE ET, COMPTE TENU DE L'INTERET MANIFESTE DE PART ET D'AUTRE,

IL A ETE CONVENU DE POURSUIVRE LES CONTACTS EN VUE DE FAIRE PROGRESSER CE DOSSIER. IL A EGALEMENT ETE QUESTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA HONGRIE ET DES GRANDS PROBLEMES ECONOMIQUES MONDIAUX.

4.5. YEMEN ARAB REPUBLIC

ON 16 NOVEMBER THE COMMISSION ADOPTED A RECOMMENDATION FOR A COUNCIL DECISION AUTHORIZING THE OPENING OF NEGOTIATIONS WITH THE YEMEN ARAB REPUBLIC (NORTH YEMEN) WITH A VIEW TO THE CONCLUSION OF A COOPERATION AGREEMENT. THIS FOLLOWS THE COUNCIL'S 'GULF INITIATIVE' OF 1980 UNDER WHICH ALL THE GULF STATES AND NORTH YEMEN WERE OFFERED THE POSSIBILITY OF CONCLUDING AGREEMENTS WITH THE COMMUNITY.

THE PROPOSAL IS FOR A FRAMEWORK AGREEMENT COVERING COMMERCIAL, ECONOMIC AND DEVELOPMENT COOPERATION.

4.6. PACTE ANDIN

IL A ETE CONFIRME QUE LA SIGNATURE DE L'ACCORD AURA LIEU A BOGOTA LE 17 DECEMBRE. L'EVENTUALITE D UNE REUNION MINISTERIELLE EST ENVISAGEE, SANS QU'AUCUNE DATE N'AIT CEPENDANT ETE FIXEE.

4.6. MEXIQUE

LA COMMISSION MIXTE CEE/MEXIQUE S'EST REUNIE A BRUXELLES LES 16 ET 17 NOVEMBRE. CETTE COMMISSION QUI NE S'ETAIT PAS REUNIE DEPUIS 1979 A ETE INSTITUEE PAR L'ACCORD SIGNE EN 1975 ET DONT EN JANVIER DERNIER LES PRESIDENTS MIGUEL DE MADRID ET GASTON THORN AVAIENT DECLARE QU'IL ETAIT NECESSAIRE ET URGENT DE LUI INSUFLER UNE VIE NOUVELLE.

APRES AVOIR EVOQUE L'EVOLUTION ET LES PERSPECTIVES DE LA SITUATION ECONOMIQUE AU MEXIQUE ET DANS LA COMMUNAUTE, LES DEUX DELEGATIONS ONT EXAMINE L'EVOLUTION DU COMMERCE BILATERAL ET LES PROBLEMES RENCONTRES DES DEUX CTES. UNE UTILISATION PLUS REGULIERE PAR LE MEXIQUE DES PREFERENCES GENERALISEES ET DES ACTIONS DE PROMOTION COMMERCIALE (POUR LES PRODUITS, DE LA PECHE PAR EXEMPLE) ONT ETE RETENUES COMME MOYENS DE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS) MEXICAINES. LA DELEGATION MEXICAINE, DE SON COTE, A MANIFESTE L INTENTION DE SON GOUVERNEMENT D'ALLEGER LES CONTROLES A L'IMPORTATION DES QUE LA SITUATION DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES DU PAYS LE PERMETTRA.

EN MATIERE DE COOPERATION ECONOMIQUE, UN PROJET DE RAPPROCHEMENT ENTRE ENTREPRISES MOYENNES, QUI POURRAIT DEBOUCHER SUR DES SCHEMAS D'INVESTISSEMENTS CONJOINTS, FAIT DEJA L'OBJET D'UNE ETUDE

QUI COUVRE LES SECTEURS SUIVANTS : AGRO-ALIMENTAIRE, MECANIQUE, METALLURGIE, PHARMACIE/CHIMIE, EQUIPEMENTS AUTOMOBILES ET CONSTRUCTION.

POUR LA COOPERATION ENERGETIQUE, QUI SE DEVELOPPE, DES ETUDES SONT ENGAGEES AVEC L'AIDE DE LA COMMUNAUTE NOTAMMENT EN MATIERE D'EVALUATION DE LA DEMANDE, D'UTILISATION RATIONNELLE ET DE POLITIQUE ENERGETIQUE.

POUR LA SCIENCE ET RECHERCHE, LES RESPONSAB DU PROGRAMME FAST DE LA COMMISSION PARTICIPERONT EN FEVRIER 1984 A UN SEMINAIRE AU MEXIQUE, DESTINE A ECHANGER LES EXPERIENCES DE L EUROPE ET DE L'AMERIQUE LATINE ET A RECHERCHER LES POSSIBILITES DE COOPERATION.

DANS LE CADRE DU PROGRAMME COMMUNAUTAIRE DE RECHERCHE 'SCIENCE ET TECHNIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT', LE MEXIQUE A PRESENTE DES PROJETS EN VUE D'UNE CONTRIBUTION FINANCIERE COMMUNAUTAIRE.

LA PROCHAINE REUNION DE LA COMMISSION MIXTE AURA LIEU A MEXICO FIN MAI OU DEBUT JUIN 1984. (LES SERVICES DE LA COMMISSION ONT RETIRE DE CETTE RENCONTRE L'IMPRESSION QUE LE MEXIQUE ENTEND S'ENGAGER DANS DES ACTIONS PEUT-ETRE MOINS AMBITIEUSES QUE CELLES ENVISAGEES LORS DE LA SIGNATURE DE L'ACCORD, MAIS PLUS CONCRETES QUE DANS LE PASSE).

#### 4.7. TEXTILES

INFORMAL CONSULTATIONS WERE HELD WITH PORTUGAL ON 16 NOVEMBER TO DISCUSS THE PORTUGUESE REQUEST FOR CERTAIN EXCEPTIONAL ADJUSTMENTS OF THE 1983 LEVELS. THESE CONTACTS SEEM TO INDICATE THAT THE PORTUGUESE ARE READY TO EXPRESS THEIR INTENTION TO MAINTAIN THE ARRANGEMENT ALREADY CONCLUDED FOR 1984 AND 1985. CONSULTATIONS ARE SCHEDULED FOR 25 NOVEMBER.

THE COMMUNITY HELD INFORMAL CONSULTATIONS WITH SPAIN FOR A PRELIMINARY DISCUSSION OF THE VOLUNTARY RESTRAINT LEVELS FOR 1984 AND 1985. NEGOTIATIONS ARE DUE TO TAKE PLACE IN BRUSSELS ON 1 AND 2 DECEMBER.

FORMAL NEGOTIATIONS BETWEEN THE COMMUNITY AND CHINA ON THE REGIME WHICH WILL GOVERN TRADE IN TEXTILES AS FROM NEXT YEAR, WILL OPEN IN BRUSSELS ON 21 NOVEMBER. FORMAL CONSULTATIONS ARE CURRENTLY BEING HELD IN BRUSSELS WITH INDIA, INDONESIA, CZECHOSLOVAKIA AND ROMANIA ON A VARIETY OF MANAGEMENT ISSUES.

#### 4.8. ACCORD INTERNATIONAL SUR LE SUCRE

LE GROUPE CONSULTATIF BU PRESIDENT DE LA CONFERENCE, COMPRENANT

12 PAYS EXPORTATEURS DONT LA C.E.E. ET 6 PAYS IMPORTATEURS, S'EST REUNI A LONDRES DU 7 AU 11 NOVEMBRE POUR ESSAYER DE TROUVER UNE ENTENTE SUR LE MECANISME REGULATEUR D UN NOUVEL ACCORD. A LA FIN DE CES CONSULTATIONS, LE PRESIDENT ZORREGUIETA A PRESENTE UNE NOUVELLE PROPOSITION COUVRANT LES MODALITES D'ACCUMULATION ET DE LIBERATION DES STOCKS DE SURPLUS ET DE SECURITE. A COMMUNAUTE S EST TOUTEFOIS ENGAGEE A EXAMINER DE FACON CONSTRUCTIVE LE TEXTE DU PRESIDENT ET A DONNER SA REPOSE AVANT LE 20 DECEMBRE. UNE REUNION DES 12 EXPORTATEURS EST PREVUE A LONDRES A PARTIR DU 16 JANVIER. LA TROISIEME SESSION DE LA CONFERENCE SE TIENDRA A GENEVE DU 5 AU 23 MARS 1984 SI A LONDRES EN JANVIER DES PROGRES SUFFISANTS SONT CONSTATES.

International Telex  
Western Union International, Inc.

International Telex  
Western Union International, Inc.  
International Telex  
Wes

9

4.9. INTERNATIONAL TRADE IN SERVICES

AFTER HAVING DISCUSSED THE FIRST REPORT BY THE INTER SERVICE GROUP ON INTERNATIONAL TRADE IN SERVICES THE COMMISSION :  
- NOTED THE CONCLUSIONS REACHED BY THE INTERSERVICE GROUP,  
- EMPHASISED THE IMPORTANCE IT ATTACHES TO ISSUES IN THE FIELD OF INTERNATIONAL TRADE IN SERVICES AND TO THE NECESSITY OF THE COMMISSION PLAYING ITS FULL ROLE IN THE DEVELOPMENT OF COMMUNITY POLICY IN THIS FIELD,  
- APPROVED IN PRINCIPLE THE MAIN LINES OF THE WORK PROGRAMME OUTLINED IN THE REPORT,  
- ASKED THE INTERSERVICE GROUP TO REPORT TO IT BY THE END OF MARCH 1984 AT THE LATEST.

4.10. DERNIERE MINUTE : GRENADA

LA COMMISSION VIENT DE RECEVOIR UN MESSAGE DU GOUVERNEUR GENERAL DE GRENADA L'INFORMANT NOTAMMENT DES MESURES QU'IL A PRISES POUR ASSURER L'ADMINISTRATION DE L'ILE ET DESIGNANT L'AUTORITE QU'IL A INVESTI DE CETTE CHARGE, AU VU DE CE MESSAGE, LA COMMISSION A LEVE LES MESURES DE SUSPENSION TECHNIQUE DES ACTIONS DE COOPERATION QU'ELLE AVAIT ANNONCEES LE MARDI 25 OCTOBRE.

Q. NOEL, SECRETAIRE GENERAL,  
COMEUR.  
NNNN

64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B  
VIA WUI A

